

# La Turquie en Libye à l'ère Biden

Nora Seni<sup>1</sup>

La Libye, dernier vestige des possessions ottomanes en Afrique du Nord, a été longtemps absente de l'imaginaire collectif de la Turquie républicaine. Survivaient les représentations du désert de Fezzan comme lieu ultime d'exil politique dont, tout comme du Yémen, on ne revenait jamais<sup>2</sup>. Le sultan Abdulhamid y expulsait les opposants qu'il détestait le plus. Un autre moment « libyen » a survécu dans la mémoire turque : pendant la guerre italo-turque Mustafa Kemal, futur fondateur de la République de Turquie, a fait partie en 1911 « de la poignée d'officiers ottomans qui parviennent à s'introduire clandestinement pour livrer un baroud d'honneur aux Italiens<sup>3</sup> ». En Libye il est sous les ordres de Enver bey (futur Enver Pacha, un des trois responsables du génocide arménien) du Comité Union et Progrès qui le nomme à la tête des forces opérant dans la région de Tobrouk. Les relations entre les deux hommes se dégradent rapidement, Kemal reprochant à son supérieur le peu de résultats sur le terrain et l'envoi à Istanbul de rapports par trop optimistes. L'histoire officielle turque retiendra ce moment comme les premiers pas de son héros national dans la direction militaire. Suivront bien plus tard, dans les années 1980-2011, des images de la Libye, eldorado économique pour expatriations d'entreprises et de travailleurs, du bâtiment et d'industries diverses.

Récemment le rôle des descendants des Turcs ottomans en Libye a fait l'objet d'un certain intérêt alors que la guerre libyenne faisait rage et que la Turquie s'y impliquait. Les descendants des Turcs qui se sont installés en Libye après qu'elle fut conquise par les Ottomans en 1551 vivaient aujourd'hui principalement

---

1. Professeure émérite de l'Institut français de géopolitique-Université de Paris 8.

2. Nora Seni « Les Arabes, les Turcs ; si loin, si proches », *Hérodote*, 2016, vol. 1, n° 160-161, p. 319-336.

3. Fabrice Monnier, *Atatürk. Naissance de la Turquie moderne*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 45.

à Misrata, Tripoli, Zawiya, Benghazi et Derna selon une petite enquête réalisée par le journaliste turc Fehim Tastekin. Reconnaisables à leur patronyme *Kuloglu* (fils de sujet, serviteur) dont ont dérivé les vocables de *Koroglu* ou *Koulougli*, ils seraient au nombre de 1,4 million (sur une population libyenne totale de 6,8 millions), concentrés surtout à Misrata où ils représenteraient trois quarts de la population de la ville<sup>4</sup>. Des tels chiffres, s'ils demandent à être vérifiés, n'en posent pas moins des questions d'actualité. Ces lointains cousins turcs ont-ils, notamment, vocation à devenir des atouts de la détermination turque à s'ancrer militairement et économiquement en Libye ?

Il est difficile de mesurer combien la désinvolture avec laquelle l'administration Trump a traité la politique aventureuse de la Turquie et combien l'absence d'une politique étrangère européenne ont contribué à la mutation des rapports de force en Méditerranée orientale. Si l'absence de substantielles sanctions américaines suite à l'achat par Ankara des missiles russes S-400 fut sans doute l'élément le plus important qui a autorisé le président turc à persévérer sur la voie de l'expansion, il ne fut pas le seul. 2020 fut l'année où la puissance turque s'est déployée comme jamais par une série d'actions dans trois directions distinctes : dans le contentieux avec la Grèce sur la délimitation des eaux territoriales en Méditerranée, dans les interventions en Libye et dans le Haut-Karabagh. Jamais depuis la création de la République (1923) la Turquie n'a été engagée simultanément dans autant d'opérations militaires. Jamais non plus Ankara n'aura exhibé avec autant d'ostentation une telle émancipation vis-à-vis de ses alliés occidentaux.

À l'heure où cet article est rédigé, fin avril 2021, trois mois après l'installation de Joe Biden à la Maison-Blanche, la situation est en train de changer à toute allure. La nouvelle présidence américaine, qui bouleverse déjà des paramètres majeurs de la politique étrangère turque, est également porteuse de mutations dans les relations turco-libyennes. Pour les aborder un bref rappel de l'histoire récente s'impose.

Le 27 novembre 2019 marque le début d'une série d'actions inédites par la signature avec la Libye d'un double accord redessinant les zones de juridiction en Méditerranée et donnant à la Turquie l'accès à des espaces maritimes revendiqués par la Grèce et par Chypre. Le second volet de l'accord scelle une coopération militaire entre la Turquie et le gouvernement de l'accord national (GNA) de Favez el-Sarraj reconnu par l'ONU. Il prévoit « la formation, le conseil, le transfert d'expérience, la planification et l'appui matériel de la Turquie pour la mise en place d'une force de réaction rapide dotée de pouvoirs de police ». Ankara a fourni quelques semaines plus tard à Tripoli canons, drones et supplétifs recrutés parmi

4. Fehim Tastekin, « Are Libyan Turks Ankara's Trojan horse ? », *Al Monitor*, 23 août 2019.

les djihadistes qui s'étaient battus auprès de l'armée turque en Syrie. Ce soutien militaire turc – surtout de ses drones – s'avérera décisif dans la bataille qui permit au GNA de repousser les forces du maréchal Haftar.

Pour la Turquie, isolée dans un contexte de tensions accrues dans l'Est méditerranéen, cette entente du 27 novembre est une aubaine. En effet, quelques mois plus tôt, Chypre, la Grèce, et Israël ont signé l'accord EastMed pour la construction d'un pipeline qui devrait transporter annuellement, à l'horizon 2025, entre 9 et 12 milliards de m<sup>3</sup> de gaz vers le marché européen. L'objectif était de faire des trois pays un maillon important de la chaîne d'approvisionnement énergétique de l'Europe, mais aussi d'afficher leur détermination face aux revendications d'Ankara, et à ses pressions sur la Grèce. Depuis 2017, des navires d'exploration sismique turcs accompagnés de bâtiments militaires s'aventuraient dans les eaux territoriales grecques. L'accord convient à Israël, dont les relations avec la Turquie ne se sont pas franchement améliorées depuis l'épisode « Mavi Marmara », une flottille « humanitaire » turque contestant l'embargo de Gaza et qui fut attaquée par Tshal, faisant 9 morts parmi les passagers en mai 2010. Depuis, l'appui claironné d'Ankara au Hamas est devenu un des emblèmes de la proximité du régime d'Erdogan avec les Frères musulmans.

L'accord turco-libyen du 27 novembre n'est pas une première. Kadhafi avait eu l'occasion de manifester sa proximité envers la Turquie en soutenant l'invasion du nord de Chypre par l'armée turque en 1974, après quoi les investissements turcs en Libye s'étaient fortement développés. L'essor économique devait se poursuivre, notamment à partir de 2003, date à laquelle les sanctions internationales contre la Libye furent levées. En 2009 les exportations turques avaient atteint 1,8 milliard de dollars, en augmentation de 67 % par rapport à l'année précédente selon l'IGEME (Ihracati Gelistirme Etüd Merkezi), le Centre d'études turc pour le développement des exportations. Au début du soulèvement contre Kadhafi en 2011, plus du quart des quelque 110 000 Turcs travaillant dans les pays arabes résidaient en Libye. Les entreprises turques avaient plus de 20 milliards de dollars de projets en cours dans ce pays, dans la construction, l'industrie et l'énergie.

Ces intérêts économiques considérables suffiraient à eux seuls à expliquer pourquoi la Turquie a d'abord tenté de s'opposer à l'intervention de la coalition internationale. Au début du soulèvement, en février 2011, contre le régime de Kadhafi, la diplomatie turque entendait limiter son action à la médiation et à l'humanitaire. Elle s'est opposée à toute intervention militaire. Recep Tayyip Erdogan a réitéré son refus de « pointer des armes contre le peuple libyen ». Ce n'est qu'en mars de la même année qu'Ankara a consenti à un « service minimum », en contribuant à faire respecter l'embargo sur les armes, et en envoyant dans le cadre de l'Otan cinq bateaux et un sous-marin. Début mai, devant l'isolation croissante de Kadhafi, la Turquie a cédé à l'insistance des États-Unis et s'est jointe

à l'opération de l'Otan. Contrairement aux prévisions en France où on évoquait le « terrain perdu par la Turquie<sup>5</sup> » dans la Libye post-Kadhafi, la crédibilité de la Turquie ne fut pas écornée par sa valse-hésitation. Tout au contraire celle-ci a accru le prestige turc auprès du peuple libyen. Bien qu'ils n'aient jamais été très populaires en Libye, la guerre de 2011 contre Kadhafi a permis à des partisans de l'islam politique d'accéder à des postes de pouvoir. Parallèlement, des alliances se reconfiguraient parmi les pays musulmans. Après le coup d'État militaire du 3 juillet 2013 en Égypte et la destitution du président Morsi proche des Frères musulmans, dénoncée par Erdogan, la Turquie s'est rangée aux côtés du Qatar, contre l'alliance saoudienne-émiratise-égyptienne.

Jusqu'en 2014 le soutien turc se limitait à laisser faire le trafic d'armes qui approvisionnait les groupes islamistes libyens. L'assaut frontal de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar sur Tripoli en avril 2019 sera le *game changer* de la guerre entre l'ANL et les forces du GNA. La bataille de Tripoli qui s'ensuivra changera la donne et transformera les ambitions et perspectives des acteurs en présence. Dès septembre les drones turcs entreront en jeu. Des dizaines d'officiers turcs viendront les mettre en œuvre. C'est seulement lorsque Tripoli sera réellement menacée et que le GNA acceptera de signer l'accord maritime du 27 novembre que la Turquie mettra en place une intervention militaire en bonne et due forme.

### **Vases communicants entre milices syriennes et combattants libyens**

En mentionnant le 10 décembre 2019 que la société militaire privée russe Wagner aidait les forces de Haftar en Libye, Erdogan avait annoncé son intention d'utiliser des moyens similaires. Le 5 janvier 2020, il déclarait qu'Ankara mettrait en place un centre d'opérations en Libye même, sous le commandement d'un officier turc, et ajoutait que les soldats turcs avaient déjà commencé à s'installer « progressivement ». Il avait émis une réserve : les troupes turques n'iraient pas au combat. Pourtant, disait-il, la Turquie disposera « d'autres unités comme forces de combat ». « La source des "autres" forces de combat mentionnées par Erdogan était le pool de milices du nord de la Syrie, en particulier l'Armée nationale syrienne, une force parapluie formée et équipée par la Turquie [...]. La partie turque aurait proposé des salaires mensuels de 2 000 à 3 000 dollars à ceux qui resteraient en Libye pendant au moins trois mois. L'Observatoire syrien des droits

---

5. Marc Semo « L'affaire libyenne ou les contradictions de la diplomatie turque », in Dorothée Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient*, Paris, CNRS Éditions, 2011, p. 262.

de l'homme avait signalé l'ouverture de centres de recrutement dans la région d'Afrin sous la supervision de factions soutenues par la Turquie<sup>6</sup>. » La Turquie dispose d'un équivalent de Wagner sur son territoire, le groupe SADAT qui recrute et organise la mobilisation de milices. Le fondateur et président de cette organisation, Adnan Tanriverdi, est un général de brigade à la retraite et conseiller personnel d'Erdogan. Le 5 janvier, l'Observatoire syrien des droits de l'homme indiquait qu'un millier de combattants syriens avaient atteint la Libye et qu'environ 1 700 recrues recevaient un entraînement dans des camps, en Turquie, avant de se rendre au front. On peut supposer, sans trop de risque de se tromper, que l'organisation et la logistique de ce trafic étaient assurées par le groupe SADAT. Si Adnan Tanriverdi a dénié son rôle dans le transfert des combattants syriens vers la Libye il a précisé qu'une telle société de militaires privés était nécessaire pour alléger la charge de l'armée turque. Au sujet du transfert des combattants syriens, on pourrait considérer qu'il s'agit là d'une sorte de test pour le président turc qui expérimente l'utilisation des milliers de combattants qui afflueront vers la frontière turque une fois le conflit syrien terminé. Pour ces miliciens, à qui Ankara garantit la citoyenneté turque, la Turquie pourra représenter un lieu de repli où ils continueraient à être des éléments utiles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur<sup>7</sup>.

Cependant, les groupes d'opposition syrienne, dont la principale préoccupation est d'obtenir un changement de régime en Syrie, n'accueillent pas favorablement l'action turque en Libye. Lorsque la campagne libyenne se déroulait en simultané avec une nouvelle offensive de l'armée syrienne sur la ville clé de Maaret al-Numan à Idlib, l'opposition syrienne considérait comme un détournement de leur lutte le recrutement par la Turquie de rebelles pour ses opérations (Bouclier d'Euphrate, Rameau d'olivier et Printemps de la paix) en Syrie. Elle s'oppose désormais à l'entreprise libyenne de la Turquie.

### État des lieux

Depuis l'arrêt des combats en juin 2020 où, soutenu par la Turquie, le GNA a pu repousser les forces armées de la coalition Haftar, une ligne de démarcation sépare le sud-ouest du pays de son nord-ouest. Elle va de Syrte à la base aérienne de Jufrah, à 260 kilomètres au sud, située au milieu du territoire libyen. Depuis cette date, la Turquie n'a eu de cesse de renforcer sa présence militaire et

6. Fehim Tastekin, « Ankara divides Syrian rebels on fighting in Libya », *Al Monitor*, 8 janvier 2020.

7. *Idem*.

économique dans le Nord-Ouest. En décembre 2021 on y dénombrait deux bases militaires, dont une navale, dans le port de Misrata et environ 3 000 mercenaires syriens. Les renseignements israéliens précisait en avril 2021 que « la Turquie avait mis en place un système de fusées à courte et moyenne portée, installées sur des lieux stratégiques hors de Tripoli. Elle avait même préparé El Vatiya, le plus grand aéroport de l'Ouest libyen – reconquis par les CNA et les Turcs en mai 2020<sup>8</sup> –, à l'éventualité d'accueillir des F-16, avions chasseurs-bombardiers ». Le ministère turc de la Défense a publié fin mars 2021 des photos attestant du transfert par la Turquie d'un nombre non précisé de tanks de combat M60 Patton à la Libye, ceci en violation de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU. D'autres photos encore montraient des soldats du GNA en formation sur des tanks T-155 Firtina et d'un lance-roquettes T-122 Sakarya<sup>9</sup>, équipements militaires construits par l'industrie de l'armement turque en plein essor.

Accalmie ne signifiait pas « cessez-le-feu ». Un accord de paix ne fut atteint sous l'égide de l'ONU que le 23 octobre 2020 lorsque les parties en conflit, le gouvernement d'entente nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, et les autorités de l'Est alliées du maréchal Haftar, ont signé un cessez-le-feu « national et permanent ». À la suite de quoi, le mois suivant, soixante-quinze représentants libyens se réunissaient à Tunis sous l'égide des Nations unies pour mettre sur pied un exécutif unifié dont on attend qu'il mette fin à la division de la Libye entre deux principaux camps. Ils sont parvenus à une feuille de route préliminaire prévoyant des élections « crédibles » dans un délai de dix-huit mois. Les délégués libyens de tous bords ont choisi, le 5 février 2021, une nouvelle équipe de transition avec Mohammed al-Menfi à la tête d'un Conseil présidentiel et un Premier ministre, Abdel Hamid Dbeibah. Le chef du nouveau gouvernement d'union nationale est censé représenter, cette fois-ci, le pays entier. Il porte la lourde tâche de réunifier les institutions divisées et de préparer les élections générales fixées au 24 décembre 2021.

Le choix de Dbeibah a été accueilli avec grande satisfaction par Ankara. Issu d'une famille de notables de Misrata (Ouest), son nom est plus associé aux affaires qu'à la politique. Bien qu'ayant fait partie du cercle rapproché de l'ancien président Kadhafi, il est considéré aujourd'hui comme proche des Frères musulmans. Ingénieur, il s'est enrichi dans le bâtiment et dirige une holding avec des filiales dans

8. « Exploitée depuis par les forces armées turques et celles du GNA. Les forces turques y ont notamment installé un ensemble de systèmes antiaériens. » Oryx, « Al-Watiya. From a Libyan super base to Turkish air base », Oryx Blog (consulté le 13 février 2021).

9. Paul Iddon, « Türkiye, ABD yapımı M60 savaş tanklarını neden Libya'ya transfer etti ? » Ahval, 14 avril 2021, <<https://ahvalnews.com/tr/libya/turkiye-abd-yapimi-m60-savas-tanklarini-neden-libyaya-transfer-etti>>.

de nombreux pays. « Il a par ailleurs été l'objet d'enquêtes pour des malversations tant en Libye qu'à l'étranger<sup>10</sup>. » Avec ce profil il ne pouvait que plaire à l'exécutif turc qui ambitionne une présence pérenne et un rôle important dans la reconstruction de la Libye. Ankara espère faire de cet ancrage la tête de pont d'une extension en Afrique. Ainsi, contrairement à l'accueil sans tapage fait au chef du nouveau Conseil de la présidence libyenne Mohammed al-Menfi, le président turc a déroulé le tapis rouge à Dbeibah lors de sa visite à Ankara les 12 et 13 avril 2021. Quatorze ministres, ainsi que le chef d'état-major général, ont accompagné le nouveau Premier ministre libyen dans les pourparlers, qui se sont déroulés selon le protocole des réunions du Conseil de coopération stratégique de haut niveau.

Plus important encore, Ankara a obtenu l'engagement de Dbeibah à l'égard des accords de démarcation maritime et de coopération militaire signés avec Tripoli en novembre 2019. Les deux parties « soulignent l'importance [des accords] pour les intérêts communs des deux pays, réaffirment la validité des principes qu'ils contiennent et déclarent leur intention de les faire progresser », indique le communiqué de l'Agence Anatolie<sup>11</sup>. Les deux parties ont appelé à la tenue d'une conférence régionale « en vue de garantir les droits de toutes les parties en Méditerranée orientale » – une référence aux querelles larvées sur les droits territoriaux maritimes et l'exploration énergétique dans la région, qui ont été un motif majeur de l'intervention de la Turquie en Libye.

Dans le domaine économique, les deux parties ont fixé un objectif de cinq milliards de dollars d'échanges bilatéraux, contre environ trois milliards de dollars actuellement. Elles sont convenues de reprendre les discussions sur un accord de libre-échange et ont signé des accords pour la construction de trois centrales électriques, d'un nouveau terminal pour l'aéroport de Tripoli, et d'un centre commercial dans cette ville. Les entretiens ont aussi porté sur les moyens de relancer les projets turcs de 18 milliards de dollars interrompus par les troubles libyens de 2011. Il a été question des impayés aux entrepreneurs turcs et de favoriser la participation de ces derniers à la reconstruction de la Tripolitaine<sup>12</sup>.

Si l'affirmation de sa présence maritime en Méditerranée était le premier des objectifs poursuivis par la Turquie en initiant son action en Libye, ses ambitions économiques, son intérêt pour le pétrole libyen, sa prétention à s'étendre en

10. France Info, « Tout savoir sur Abdel Hamid Dbeibah, l'homme-clé de la transition en Libye », 1<sup>er</sup> mars 2021 <[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/libye/tout-savoir-sur-abdel-hamid-dbeibah-lhomme-cle-de-la-transition-en-libye\\_4312379.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/libye/tout-savoir-sur-abdel-hamid-dbeibah-lhomme-cle-de-la-transition-en-libye_4312379.html)>.

11. <<https://www.facebook.com/anadolujansi/videos/1191111491324787>>.

12. « Türkiye-Libya ilişkilerine yeni enerji katacak projeler geliyor », Anadolu Ajansı, 15 avril 2021, <<https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/turkiye-libya-ticari-iliskilerine-enerji-katacak-yeni-anlasma-ve-projeler-geliyor/2209619>>.

Afrique sont les moteurs majeurs d'une détermination sans complexe à s'ancrer dans ce pays. La signature en août 2020 d'un accord avec la Banque centrale libyenne est un des signes qui confirment son appétit réel pour une contrepartie de son implication militaire en bénéfices financiers et économiques. Les entreprises turques sont les atouts majeurs qu'elle met en avant dans ce sens. Elles ont prouvé leur efficacité sous Kadhafi, elles devraient être bien placées pour participer à la reconstruction de la Libye. Même si les partenariats économiques locaux se sont distendus ou dissous dans le chaos de l'ère post-Kadhafi, des réseaux et carnets d'adresses peuvent sans doute être réactivés

De grands groupes industriels turcs sont pressentis pour mettre en œuvre ces accords. Parmi ces groupes, ENKA est l'une des entreprises turques majeures du secteur de l'énergie et du bâtiment. Elle a déjà signé, le 6 janvier 2021, et en consortium avec Siemens, un accord pour la construction de deux centrales électriques dont l'une à Misrata et l'autre à Tripoli. Il s'agit d'un engagement d'environ 200 millions d'euros. Le site web de l'entreprise annonce qu'elle embauche des ouvriers pour être expatriés vers la Libye avec des salaires mensuels de 3 000 à 4 000 euros. Rönesans Holding est la compagnie qui construira les trois centrales électriques prévues par l'accord signé lors de la visite de Dbeibah en Turquie. Son siège social se trouve à Ankara, l'entreprise déploie son activité sur 28 pays avec 75 000 salariés. Elle a été fondée en 1993 à Saint-Petersbourg, par Erman Ilicak, citoyen turc.

Ce sont là deux exemples de grandes firmes turques impatientes de s'impliquer dans les marchés qui s'ouvrent pour la reconstruction de la Libye.

État turc et entreprises promettent de soulager les villes libyennes des coupures fréquentes de courant qui entravent la vie quotidienne. Cependant ces promesses sont susceptibles d'être déçues. Ankara a pris le risque de voir ces accords rester lettre morte en traitant M. Dbeibah comme le chef d'un gouvernement élu plutôt que comme celui d'une administration intérimaire chargée d'unir les institutions fracturées de la Libye le temps de conduire le pays à des élections. La feuille de route de l'ONU stipule pourtant que, pendant la phase intérimaire « l'autorité exécutive ne doit pas envisager d'accords ou de décisions, nouveaux ou antérieurs, qui nuisent à la stabilité des relations étrangères de l'État libyen ou lui imposent des obligations à long terme ». De toute façon Dbeibah est obligé de tenir compte des équilibres délicats, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le nouveau gouvernement et le Conseil présidentiel reposent sur des compromis fragiles entre des parties qui s'affrontaient jusqu'à récemment. D'ailleurs ces accords signés à Ankara n'ont pas manqué de susciter des objections de la part des forces orientales de Khalifa Haftar. Consciente de ces incertitudes, Ankara n'est pas dupe mais ces accords sont une façon d'appuyer et de renforcer le camp Dbeibah. Si Dbeibah a bien insisté sur la légitimité des accords de délimitation maritime avec la Turquie, il n'en est pas resté moins diplomate et ne s'est aliéné ni

Le Caire ni Athènes. Le nouveau Premier ministre libyen ne s'est guère contenté de reprendre langue avec Ankara. La longue liste des visiteurs reçus en quelques semaines comprend le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, ainsi que les Premiers ministres italien et maltais, le président tunisien et les ministres des Affaires étrangères français et allemand. C'est en Égypte que Dbeibah a effectué sa première visite à l'étranger puis au Koweït, aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite. Après avoir visité Ankara, il s'est rendu à Moscou ! Voilà pour l'ordre de ses priorités provisoires.

Pendant que le Premier ministre libyen par intérim faisait sa tournée, le président du Conseil al-Menfi s'est lui aussi activé sur le front diplomatique. Après des voyages à Paris et au Caire, il s'est rendu à Athènes le 14 avril, où il a lancé un appel à la coopération économique, tout comme Dbeibah l'a fait à Ankara. Le Premier ministre grec Mitsotakis a déclaré que les deux dirigeants s'étaient mis d'accord sur « la reprise immédiate des discussions » sur la délimitation des zones maritimes, sur quoi un porte-parole d'al-Menfi a précisé sans tarder que le Conseil présidentiel n'était pas autorisé à conclure des accords et que toute discussion sur de futures ententes relèverait du gouvernement élu. Dbeibah aurait fait une promesse similaire à M. Mitsotakis à Tripoli. Alors que Dbeibah était en visite à Ankara, le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Dendias, se trouvait à Benghazi, où le vice-Premier ministre libyen, Hussein Atiya Abdul Hafeez Al-Qatrani, l'assurait du soutien qu'il était venu chercher. Dendias a remercié Qatrani pour sa « position directe » contre l'accord maritime « illégal » avec la Turquie.

En somme, les rivalités en Libye ne font que s'échauffer tandis que les acteurs étrangers intensifient leurs offensives diplomatiques pour courtiser les parties libyennes profondément divisées, y compris un Erdogan qui s'en tient à des ambitions que les chroniqueurs s'accordent à considérer comme maximalistes.

## Alliances

Qu'en est-il des alliés extérieurs et intérieurs sur lesquels la Turquie pourrait compter ?

Les deux voisins principaux de la Libye ne voient pas forcément d'un œil favorable l'ambition turque de pérenniser et développer sa présence dans cette ancienne province ottomane. En s'engageant militairement auprès du gouvernement Sarraj le président turc avait l'espoir d'une route logistique et l'installation d'une base chez le voisin du nord-ouest de la Libye, la Tunisie. Il avait cependant reçu un accueil glacial lors de sa visite impromptue du 25 décembre 2019. Peu après cette visite, le président tunisien avait démenti que son pays s'alignait sur la Turquie et le GNA. Même le président du Parlement Rachid Ghannouchi, leader

d'Ennahda et ami proche d'Erdogan au sein du réseau des Frères musulmans, avait déclaré que la Tunisie ne faisait pas partie du conflit libyen et ne pouvait agir qu'en tant que médiateur.

Si les relations turco-tunisiennes étaient importantes pour l'engagement militaire turc pendant la guerre de Tripoli, aujourd'hui c'est à améliorer ses relations avec l'Égypte que s'applique la Turquie pour assouvir ses ambitions en Libye. Dans des camps adverses, la Turquie et l'Égypte se font face depuis le coup d'État d'al-Sissi à la tête de l'armée, le 3 juillet 2013, contre le gouvernement de Mohamed Morsi, proche de la Confrérie frères musulmans. Cette fracture s'est élargie lorsque, face à l'alliance de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de l'Égypte contre le Qatar, la Turquie s'est rangée aux côtés du Qatar. Lors de la guerre civile libyenne, défendant le GNA, la Turquie s'est retrouvée adverse de l'Égypte qui soutenait Haftar avec les Émiratis et les Saoudiens, en lien avec la Russie et la France. Ankara sait que son ancrage en Libye ne se fera pas sans un certain degré de consentement de l'Égypte. Mais la réponse du Caire à la main tendue de la Turquie, ce premier semestre de 2021, a été très réservée. Pour normaliser ses relations avec la Turquie, l'Égypte exige, outre son retrait militaire du territoire libyen, l'arrêt des émissions de propagande des Frères musulmans à partir d'Istanbul. L'Égypte craint d'être contaminée par une éventuelle croissance de l'influence frériste en Libye. Une autre condition, que Le Caire ne tarderait pas à poser si les pourparlers avancent, sera probablement l'annulation des accords turco-libyens de délimitation des eaux territoriales en Méditerranée. Ces conditions ont d'autant moins de chances d'être satisfaites qu'un gouvernement élu n'a pas encore pris ses fonctions à Tripoli. Cela n'a pas empêché le ministre turc de la Défense, ancien chef d'état-major de l'armée, Hulusi Akar, de déclarer, lors de la visite en avril du Premier ministre libyen à Ankara, que la coopération militaire turco-libyenne se poursuivrait. Contrairement à l'inquiétude d'Ankara, Le Caire s'affiche plutôt serein, car on ne semble pas s'attendre ici à ce que le vote libyen produise une majorité pro-turque au parlement.

La Turquie peut-elle compter sur des appuis au sein de la société civile libyenne ? Les Turco-Libyens mentionnés plus haut constituent-ils un terreau pour les ambitions turques, des facilitateurs de leur implantation ? Le journaliste turc Fehim Tastekin<sup>13</sup> a effectué un reportage auprès de cette population à Misrata. Il en a rapporté des informations qui restent à vérifier par une recherche spécifique, ce qui n'est pas l'objet de cet article. On peut cependant évoquer les constats qu'il mentionne et dont il garde l'entière responsabilité. Selon Tastekin les postes de haut niveau à l'époque de Kadhafi étaient inaccessibles aux Turco-Libyens

13. Fehim Tastekin, «Are Libyan Turks Ankara's Trojan horse?», *Al Monitor*, 23 août 2019.

et Misrata était traitée comme une « ville paria ». Lorsque le soulèvement contre Kadhafi a éclaté en 2011, Misrata serait devenue le « bastion de la résistance » et les Turco-Libyens auraient joué un rôle de premier plan dans la résistance. Le reportage présente un défilé de figures turco-libyennes ayant combattu chacune à la tête ou au sein de milices d'obédiences différentes. Parmi elles, un misratan de premier ordre serait le ministre de l'Intérieur Fathi Bashagha, personnage politique, image d'homme honnête qui ambitionne d'occuper des fonctions ministérielles de premier plan au sein du prochain gouvernement, menant une campagne anti-corruption et anti-milice qui rencontre un écho favorable auprès de l'opinion. Il serait considéré comme un homme de la Confrérie des Frères musulmans et entretiendrait des liens étroits avec Ankara. Si les autres personnages politiques turco-libyens retenus par l'enquête du journaliste n'ont pas l'envergure de Bashagha, et si leur communauté ne constitue pas une force homogène sur la scène politique et sur celle des milices, Tastekin affirme qu'il n'en demeure pas moins qu'ils sont tous liés aux Frères musulmans.

Le responsable de l'association Libya Koroglu fondée par les Turco-Libyens en 2015 aurait confié au journaliste Tastekin : « Nous sommes en désaccord total avec les personnalités avec lesquelles la Turquie collabore [...]. Le gouvernement turc travaille avec des hommes d'argent et d'influence. Il ne s'est pas engagé avec les figures de proue de notre communauté. Mais lorsque Haftar prend pour cible le gouvernement turc, nous sommes la seule communauté qui défende la Turquie. »

Ainsi, pour Tastekin, la communauté des Turco-Libyens refléterait bien la fragmentation de la population libyenne – notamment en milices distinctes – tant sur le plan politique que militaire. Ankara ne peut sans doute pas compter sur le soutien homogène de cette communauté réellement divisée. Ce que l'on sait, c'est que la Turquie a « choisi de collaborer avec les Frères musulmans et des personnalités influentes. Les Turco-Libyens hostiles aux groupes islamistes n'entraient pas dans l'éventail de choix de la Turquie. Ceux qui figuraient dans ses listes partageaient une caractéristique commune : ils étaient presque tous des ennemis de Haftar ».

### **Prospective**

Il est difficile de prévoir dans quel sens évoluera l'aventure turque en Libye, sachant que la politique turque de ces dernières années est des plus inconstante et mouvante. Dès que les résultats des élections présidentielles aux États-Unis ont confirmé le succès de Joe Biden, Recep Tayyip Erdogan a opéré une volte-face spectaculaire dans sa communication sur la scène internationale. « Nous n'avons d'autre horizon que l'Europe », a-t-il déclaré le 21 novembre 2020 alors que, tout au long de l'automne de la même année, il avait tantôt conseillé au président

français de consulter pour sa santé mentale et tantôt traité la chancelière allemande de nazie<sup>14</sup>.

Donner à voir qu'elle revient dans le camp de ses alliances occidentales en ce printemps 2021 est une des priorités de la Turquie. Elle en multiplie les signes, notamment en se mettant (ou feignant se mettre) à la table des négociations avec la Grèce. Le dernier et le plus spectaculaire de ces messages est sans doute la position prise par Ankara à l'égard de la crise russo-ukrainienne. Les chroniqueurs n'ont eu de cesse de questionner la position que prendrait, face à ces tensions, la Turquie puisque, tout membre qu'elle soit de l'Otan, elle s'est fournie en armes stratégiques auprès de la Russie. À cette question, Ankara a répondu non seulement en signifiant clairement qu'elle se rangeait dans le camp ukrainien mais en recevant, le 10 avril 2021, le président ukrainien Zelensky à Ankara. À l'issue de cette visite, un accord a été conclu de livraison de drones à l'Ukraine, les fameux Bayraktar TB2 SIHA qui ont fait leur preuve dans la guerre récente du Haut-Karabagh. Ankara a ainsi pris le risque d'irriter considérablement Moscou qui a réagi promptement en suspendant ses vols vers la Turquie jusqu'en juin, la privant de l'afflux de touristes russes attendus au mois de mai.

C'est en tenant compte de cette orientation de la Turquie à l'ère Biden qu'il faut désormais analyser ses marges de manœuvre en Libye.

« Si nous n'étions pas intervenus, la Libye aurait sombré dans le chaos. » Le ministre des Affaires étrangères M. Cavusoglu répète cette phrase comme un mantra dans les médias turcs et internationaux depuis que les drones turcs ont contribué à stopper les forces du maréchal Haftar. Une phrase qui résonne comme la légitimation présente et future de l'enracinement militaire et économique turc en Libye. La Turquie est déterminée se maintenir dans ce pays, à peser sur les élections, à consolider du mieux qu'elle peut ses positions militaires, maritimes et économiques. Contrairement à l'occupation devenue pérenne du Nord syrien, au sujet de laquelle elle avance l'argument de sa sécurité frontalière, en Libye elle ne peut arguer d'une telle « légitimité ». En Syrie, Ankara est dans un face-à-face avec la Russie, pour qui le maintien de la famille Assad au pouvoir est crucial. L'intérêt de Moscou pour la Libye est moindre. L'enjeu ne semble pas mériter pour la Russie de perturber ses relations avec Ankara. Il y eut bien un moment où la Turquie s'est imaginée grande puissance et a joué à déstabiliser l'Otan en donnant les signes d'un rapprochement avec la Russie. Cette ère est en train de s'achever comme le montrent ses nouveaux accords avec l'Ukraine. Turquie et Russie continueront probablement à conduire leurs relations transactionnelles de « partenaires opposés » dont ils ont développé la pratique depuis quelques années. Si pour les

14. Nora Seni, « Inquiétante Turquie », *Politique internationale*, n° 170, 2021, p. 181-200.

Émirats arabes unis la présence turque est inacceptable, ils ont peu de moyens de les déloger<sup>15</sup>. Quant à la France, elle semble déterminée à s'opposer, dans le cadre de l'UE, aux accords maritimes de la Turquie avec la Libye. Elle peut miser sur la lutte d'influence et la concurrence économique qu'elle peut exercer sur la Turquie autant en Libye que dans le reste de l'Afrique.

Pour la Turquie, l'ère Biden a très mal commencé. Le nouveau président des EU a développé une grammaire de sa politique étrangère, lisible dans l'ordre des coups de téléphone passés aux présidents des pays partenaires. Il n'a appelé Erdogan que trois mois après s'être installé à la Maison-Blanche et pour lui annoncer la reconnaissance par les États-Unis du génocide arménien. Une gifle ! Sur le plan symbolique, cette reconnaissance est pire que les mesures qui sanctionnent l'achat des S-400 à la Russie. Elle est polysémique. S'appuyant sur l'indispensable coopération turco-américaine en matière de défense, c'est le Pentagone qui a été le principal organisme américain à bloquer jusque-là la reconnaissance du génocide arménien<sup>16</sup>. Ce n'est plus le cas. Un jour avant la déclaration de Biden, les États-Unis ont officiellement retiré la Turquie du programme F-35 Lightning II, signalant ainsi la fin de ce qui était sans doute le projet militaire le plus ambitieux et le plus stratégique entre les deux alliés. Washington avait bien sommé Ankara de renoncer à l'achat des missiles russes. Sous la présidence de Donald Trump avec qui Recep Tayyip Erdogan entretenait d'excellentes relations personnelles, Ankara n'a pas reculé. M. Erdogan a compté sur son talent pour jouer les grandes puissances les unes contre les autres. Pendant les années Trump, la Turquie a surestimé sa valeur géostratégique et son statut de pays incontournable. Avec son geste, M. Biden a mis fin à cette conviction. Cette déclaration a exhibé aux yeux du monde que la nature de l'alliance entre la Turquie et les États-Unis s'est transformée en « une relation transactionnelle, tout comme celle que l'Union européenne entretient avec la Turquie sans le dire ouvertement ».

Ce tournant de la politique américaine donnera peut-être à une Union européenne post-Merkel la confiance qui lui aura manqué pour sortir du chantage de l'accord sur les réfugiés, de négocier plus librement avec Ankara d'indispensables exigences sur le respect en Turquie de l'État de droit, des libertés et des droits humains.

Soucieux de réparer les dégâts de la politique trumpienne sur leurs relations avec l'Europe, les États-Unis ne manqueront sans doute pas de faire pression sur la Turquie pour qu'elle normalise ses relations avec l'UE.

15. Jalel Harchaoui, TV5 Monde, 26 janvier 2020, <<https://information.tv5monde.com/afrique/geopolitique-la-turquie-suit-son-plan-en-libye-389372>>.

16. Cengiz Candar, « Erdogan has few cards to play against Biden », *Al Monitor*, 26 avril 2021, traduit par NS.

La Turquie n'est pas prête à renoncer à sa présence en Libye, et ce n'est peut-être pas ce que les Libyens lui demanderont après décembre 2021. Une politique commune de l'UE, adossée à la détermination des États-Unis, contraindra Ankara à négocier en respectant la forme et le fond des règles tant du dialogue que du droit international. Pour peu que l'Union européenne ne reste pas tétanisée par ses divisions et la menace migratoire, la période d'une Turquie en roue libre sur la scène internationale est en train de s'achever.

*La rédaction de cet article s'est achevée le 30 avril 2021. Depuis Erdogan a réussi à reprendre langue avec Jo Biden en proposant en tant que membre de l'OTAN l'envoi de 2 000 militaires turcs pour sécuriser l'aéroport de Kaboul.*